



# BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE 2014

JUIN 2013



# Sommaire

<b>Synthèse</b> .....	<b>3</b>
<b>1- L'environnement international</b> .....	<b>9</b>
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones .....	9
1.2. L'évolution des prix des matières premières .....	12
<b>2- La situation économique nationale en 2013</b> .....	<b>14</b>
2.1. La croissance économique .....	14
2.1.1. <i>Les activités non agricoles</i> .....	14
2.1.2. Le secteur primaire .....	17
2.2. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut .....	18
2.3. Allègement conjoncturel des déséquilibres interne et externe en 2013.....	19
<b>3. Les perspectives de l'économie nationale en 2014</b> .....	<b>21</b>
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions .....	21
3.2. La croissance économique .....	22
3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires .....	22
3.2.2. Le secteur primaire .....	25
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut .....	26
3.4. Le revenu national et le compte épargne - investissement.....	27
<b>4. Conclusions</b> .....	<b>28</b>
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b> .....	<b>30</b>



## Synthèse

Le présent budget économique donne des estimations relatives au cadre macroéconomique en 2013 et une exploration de son évolution en 2014, compte tenu des données de l'environnement économique international, des résultats provisoires des comptes de la nation arrêtés pour l'année 2012 et de ceux des enquêtes de conjoncture menées par le Haut-commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année en cours.

L'estimation de la croissance économique de 2013 s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la loi de finances 2013, incluant, en particulier, la réduction de l'investissement public de 15 milliards de dirhams opérée en début d'année.

Le scénario de croissance de 2014 se base, par ailleurs, sur la double hypothèse d'une production céréalière moyenne et d'une reconduction de la politique budgétaire, sans anticipation de réformes nouvelles.

### 1-L'environnement international

Au plan de l'évolution de l'environnement économique international, il y a lieu de relever que la majorité des pays développés ont mis en œuvre, parallèlement à la politique d'assouplissement monétaire, des plans d'ajustement budgétaire sur un horizon de moyen terme afin de réduire leurs déficits budgétaires et leurs niveaux d'endettement public à des niveaux soutenables.

De leur côté, les économies émergentes et en développement continueraient de bénéficier de la persistance, malgré leur baisse, des prix des matières premières à un niveau élevé, et du recul des taux d'intérêts dans les pays avancés engendrant une orientation des flux de capitaux vers les marchés émergents plus rémunérateurs.

Dans ces conditions, la croissance économique mondiale<sup>1</sup> atteindrait 4% en 2014 au lieu de 3,3% en 2013. Elle devrait profiter d'une légère progression de la croissance des pays avancés de 1,2% en 2013 à 2,2% en 2014 et de la poursuite du dynamisme des pays émergents et en développement, avec un rythme d'accroissement de 5,7% en 2014 au lieu de 5,3% en 2013.

---

<sup>1</sup> Le Fonds Monétaire International, l'OCDE, et la Commission Européenne- Perspectives de printemps 2013



## 2- Situation de l'économie nationale en 2013

### ➤ La croissance économique

Avec cet environnement international peu favorable, l'activité économique nationale devrait, cependant, bénéficier de la bonne campagne agricole 2012-2013, qui réduirait l'impact de ralentissement des activités non agricoles sur la croissance.

**Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'accroîtrait, dans ces conditions, de 4,6% en volume en 2013 au lieu de 2,7% en 2012.**

La valeur ajoutée du **secteur primaire** devrait enregistrer une hausse de 14,7%, suite à l'amélioration notable de la production des cultures céréalières de 86,5%, se situant à 97 millions de quintaux durant la campagne 2012-2013. Les autres cultures agricoles, l'élevage et la pêche maritime continueraient à connaître un rythme soutenu de leurs activités, sous l'effet des programmes d'investissement publics ambitieux retenus pour le secteur, en particulier dans le cadre du Plan « Maroc vert » et du Plan maritime « halieutis ».

En revanche, les **activités non agricoles** seraient affectées par la réduction des dépenses budgétaires d'investissement, décidée au début de l'année 2013, le faible accroissement de la demande mondiale adressée au Maroc et le resserrement des capacités de financement de l'économie. Leur rythme de croissance est estimé à 3,1% en 2013 au lieu de 4,3% en 2012 et de 5% par an en moyenne durant la décennie 2000.

Dans ce contexte, les activités du secteur secondaire (Mines, Energie, Industries de transformation et Bâtiment et travaux publics (BTP)) continueraient d'enregistrer des rythme de croissance très bas, de l'ordre de 1,8% en 2013, après celui de 1,3% en 2012. Le ralentissement des activités du BTP, des mines et de celles des phosphates et dérivées, en particulier, explique ces contre-performances du secteur secondaire.

Le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) dégagerait, pour sa part, un léger recul de sa croissance passant de 5,9% en 2012 à 3,8%, en raison, particulièrement, de la stagnation de la valeur ajoutée des services fournis par les administrations publiques. Le recul du rythme d'accroissement des activités tertiaires aurait pu être plus accentué si ce n'était l'effet positif du secteur agricole sur le commerce et le transport et la consolidation des performances des activités des télécommunications.

Par ailleurs, l'inflation devrait connaître une modération sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et des autres matières premières au niveau international, en plus des dépenses budgétaires de subvention fixées à 40



milliards de dirhams pour 2013. La hausse du niveau général des prix, mesuré par le prix implicite du PIB, se situerait, ainsi, aux alentours de 1% au lieu de 0,5% enregistré en 2012.

### ➤ **Les composantes du PIB en 2013**

**La demande intérieure** devrait bénéficier de l'amélioration de la consommation des ménages, sous l'effet notamment de l'accroissement de leurs revenus induits par la performance de l'activité agricole. La demande intérieure serait ainsi en hausse de 5% en volume en 2013 au lieu de 2,4% en 2012.

Dans ce cadre, la consommation des ménages s'accroîtrait de 6% au lieu de 3,6% en 2012. La consommation publique, quant à elle, connaîtrait un net ralentissement, en progressant de 3% en volume au lieu de 7,9% en 2012. La formation brute du capital fixe (FBCF), de son côté, serait affectée par la baisse de l'investissement public de l'administration centrale de 15 milliards de dirhams d'une part, et par le rétrécissement des marges de financement en faveur du secteur privé d'autre part, et sa croissance se situerait à près de 0,5% au lieu de 2,7% en 2012.

Dans ce cadre, la contribution de la consommation des ménages à la croissance économique atteindrait 3,6 points en 2013 au lieu de 2,1 points en 2012. La contribution de la consommation des administrations publiques afficherait une baisse, en passant de 1,4 point en 2012 à 0,6 point et celle de la formation brute de capital fixe passerait de 0,8 point en 2012 à 0,2 point. La variation des stocks, en augmentation significative suite à l'amélioration de la production agricole, devrait afficher une contribution en hausse passant de -1,7 point en 2012 à 1,4 point en 2013.

**Au total, la demande intérieure contribuerait pour 5,8 points à la croissance du PIB en 2013 au lieu de 2,7 points en 2012.**

**La demande extérieure nette en biens et services** (Ecart entre les exportations et les importations), enregistrerait une contribution négative à la croissance de (-1,2) point en 2013, après avoir affiché une contribution nulle en 2012. Les exportations de biens et services devraient enregistrer une légère hausse de 1,3% en volume, alors que les importations devraient s'accroître de 3,1%.

### ➤ **Malgré un allègement des besoins de financement de l'économie, leur niveau reste encore élevé**

L'année 2013 serait marquée par un accroissement du PIB à prix courants de 5,7% au lieu de 3,2% en 2012. Parallèlement, la consommation



finale nationale, devrait s'accroître de 7,6% en 2013. De ce fait, l'épargne intérieure serait en baisse, en passant de 21,1% du PIB en 2012 à 19,7% en 2013.

Parallèlement, **les revenus nets en provenance du reste du monde** devraient représenter 6,5% du PIB au lieu de 4,3% en 2012, à la faveur des transferts publics de l'ordre de 2,5 milliards de dollars reçus dans le cadre du partenariat stratégique entre le Maroc et les pays du Conseil de la Coopération du Golfe. Les transferts des marocains résidant à l'étranger seraient, quant à eux, en quasi-stagnation en 2013, après le recul de 4% enregistré en 2012.

Ainsi, **le revenu national brut disponible** connaîtrait une amélioration significative, de l'ordre de 7,9% en 2013 au lieu de 2,4% en 2012 et 4,8% en 2011. L'épargne nationale devrait, ainsi, atteindre 26,2% du PIB en 2013 ou 228,9 milliards de dirhams au lieu de 25,3% ou 209,9 milliards en 2012.

Parallèlement, **l'investissement brut** (FBCF et variation des stocks), se situerait à 33% du PIB, au lieu de 35,3% enregistré en 2012. En conséquence, les besoins de financement de l'économie nationale, malgré un allègement significatif, resteraient de l'ordre de 6,8% du PIB au lieu de 10% du PIB en 2012.

Malgré la mobilisation du financement extérieur, sous forme d'investissements directs étrangers, d'investissements de portefeuille et d'emprunts extérieurs émanant des secteurs public et privé, le pays serait contraint à puiser dans ses réserves en devises pour couvrir l'ensemble de ses besoins de financement. A cet effet, l'encours des réserves en devises devrait enregistrer une nouvelle baisse de 5,5%.

**Les avoirs extérieurs nets représenteraient, ainsi, à fin 2013, l'équivalent de 3,7 mois d'importations en biens et services, au lieu de près de 4 mois en 2012.**

### **3-Les perspectives de l'économie nationale en 2014**

#### **➤ La croissance économique**

Les perspectives économiques nationales pour 2014 sont établies sur la base des hypothèses mentionnées ci-dessus relatives à la politique budgétaire, à l'activité agricole et à l'environnement international. Elles intègrent, également, l'impact d'une tendance au durcissement des conditions de financement des activités sectorielles. Dans ce cadre, **la croissance économique nationale** serait de 2,5% en 2014. Les activités non agricoles devraient enregistrer une légère amélioration de leur rythme de croissance, passant de 3,1% en 2013 à 3,6%, tout en restant, cependant, inférieur à la moyenne de 4,6% enregistrée durant la période 2010-2012.



Le secteur primaire, sous l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne dégagerait une valeur ajoutée en régression de 3,8% au lieu d'une hausse de 14,7% estimée pour 2013. Il continuerait, toutefois, de bénéficier de l'amélioration de la production des autres cultures agricoles et de l'élevage, suite au dynamisme engendré par les projets et programmes du Plan « Maroc vert ». Le premier bilan de ce plan fait état d'une progression de la superficie cultivée de 750 mille hectares depuis son lancement en 2008, d'une amélioration du rendement des principales filières de production, et d'une relance des investissements qui ont pu atteindre 53 milliards de dirhams durant les cinq dernières années. Par ailleurs, le secteur des pêches maritimes devrait poursuivre sa tendance haussière enclenchée en 2012.

### ➤ Légère orientation à la hausse, mais encore maîtrisée, de l'inflation

Dans les conditions de reconduction de la politique budgétaire de soutien des prix à la consommation et d'une politique monétaire ciblant l'inflation, le niveau général des prix, appréhendé par le prix implicite du PIB, connaîtrait une légère hausse de 1,7% après 1% estimé pour 2013.

### ➤ Les composantes du PIB en 2014

**La demande intérieure** continuerait de soutenir la croissance économique nationale, mais avec une contribution moins élevée qu'en 2013. Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance du PIB devrait rester négative en 2014, en dépit de l'amélioration anticipée de la demande mondiale adressée au Maroc.

Ainsi, la consommation des ménages devrait s'accroître de 2,5% en volume au lieu de 6% en 2013 et sa contribution à la croissance du PIB passerait de 3,6 points en 2013 à 1,5 point en 2014. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait de 3,2% en 2014 et consoliderait sa contribution à la croissance au niveau de 0,6 point. Globalement, la consommation finale nationale devrait être en ralentissement, avec une hausse de 2,7% au lieu de 5,3% en 2013. Sa contribution à la croissance serait de 2,1 points au lieu de 4,2 points en 2013.

La formation brute du capital fixe, pour sa part, devrait s'accroître de 1,4% au lieu de 0,5% en 2013 et sa contribution à la croissance serait de 0,4 point. La variation des stocks, quant à elle, maintiendrait une contribution positive à la croissance, de l'ordre de 0,6 point, après 1,5 point en 2013. Ainsi, l'investissement brut (FBCF et variation des stocks) s'accroîtrait d'environ 3,1% en volume et sa contribution à la croissance serait d'environ 1 point au lieu de 1,7 point en 2013.



**Au total, la demande intérieure devrait s'accroître de 2,8 en volume, au lieu de 5% en 2013 et sa contribution à la croissance serait de 3,2 points, au lieu de 5,8 points en 2013.**

**La demande extérieure nette** devrait continuer d'afficher une contribution négative à la croissance du PIB de l'ordre de 0,7 point en 2014. Dans ce cadre, les exportations de biens et services devraient bénéficier de l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc pour enregistrer une augmentation de 2,6% en volume au lieu de 1,3% en 2013. Parallèlement, les importations enregistreraient une progression contenue à 3,3% au lieu de 3,1% en 2013, attribuable au ralentissement de la demande intérieure et aux efforts de rationalisation des besoins du pays en produits importés.

➤ **Perspective de détérioration des capacités de financement**

**L'épargne intérieure** devrait poursuivre sa tendance baissière observée ces dernières années, en raison d'une progression plus rapide de la consommation finale nationale (5,8% aux prix courants) en comparaison à celle du PIB (4,2% aux prix courants). L'épargne intérieure passerait ainsi de 19,7% du PIB en 2013 à 18,4% en 2014, soit le niveau le plus bas depuis l'année 2000. **Les revenus nets en provenance du reste du monde**, devraient représenter 5,9% du PIB, au lieu de 6,5% en 2013. L'épargne nationale devrait, par conséquent, baisser de 26,2% du PIB en 2013 à 24,3%.

**Le taux d'investissement** brut étant prévu à 31,7% du PIB en 2014, le compte épargne-investissement, dégagerait un déficit de 7,4% du PIB, après avoir été de 6,8% en 2013.

**Ce besoin de financement** serait couvert notamment par les investissements directs étrangers, les emprunts extérieurs et le recours aux stocks des réserves en devises. Dans ce contexte, les avoirs extérieurs nets devraient représenter 3 mois d'importations en biens et services à fin 2014 au lieu de 3,7 mois en 2013. La poursuite de la baisse des avoirs extérieurs nets, représentant une contrepartie de la masse monétaire, devrait accentuer les tensions sur la liquidité et le durcissement des conditions de financement de l'économie.



## 1- L'environnement international

Les perspectives de l'économie mondiale tablent sur une nouvelle reprise à un rythme de 4% en 2014 au lieu de 3,3 en 2013. Les pays émergents et en développement continueraient d'afficher une croissance vigoureuse, alors que la reprise dans les pays avancés resterait faible, avec la persistance du chômage à des niveaux élevés.

### 1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

#### ➤ Les Etats-Unis d'Amérique

L'économie américaine devrait continuer son redressement, en affichant une croissance de 3% au lieu de 1,9% en 2013, portée principalement par la vigueur de la demande privée, la reprise du secteur de l'immobilier et le rebondissement des exportations. Cependant, cet accroissement resterait insuffisant pour faire reculer le taux de chômage élevé, prévu à 7,2% en 2014.

Les conditions de financement, après avoir été très restrictifs, s'assouplissent progressivement, et les primes de risque sur les marchés s'orientent à la baisse, ce qui engendrerait une détente de la situation financière des agents économiques. Le redressement des prix du logement, l'augmentation du patrimoine net des ménages, ainsi que l'amélioration des bilans et de la rentabilité des banques devraient favoriser ce processus.

Au plan des finances de l'Etat, l'endettement public poursuit son augmentation, pour représenter 111,3% du PIB en 2014, et ce en dépit d'une tendance baissière du déficit budgétaire, prévu à 5,9% du PIB pour cette année. Des risques d'accentuation de cette situation planent encore sur le budget de l'Etat et appellent des solutions durables.

#### ➤ Le Japon

Après avoir subi deux chocs de grande ampleur, la crise financière mondiale de 2008 et le grand séisme qui a frappé l'est du pays en 2011, le Japon est entré en récession pour la troisième fois en cinq ans. Le ratio de la dette publique n'a cessé d'augmenter depuis deux décennies, et il dépasse aujourd'hui 200% du PIB. Un assainissement vigoureux et prolongé s'impose donc pour rétablir la viabilité budgétaire, ce qui représente le principal défi stratégique du pays. Ainsi, face à une demande faible, une déflation flagrante



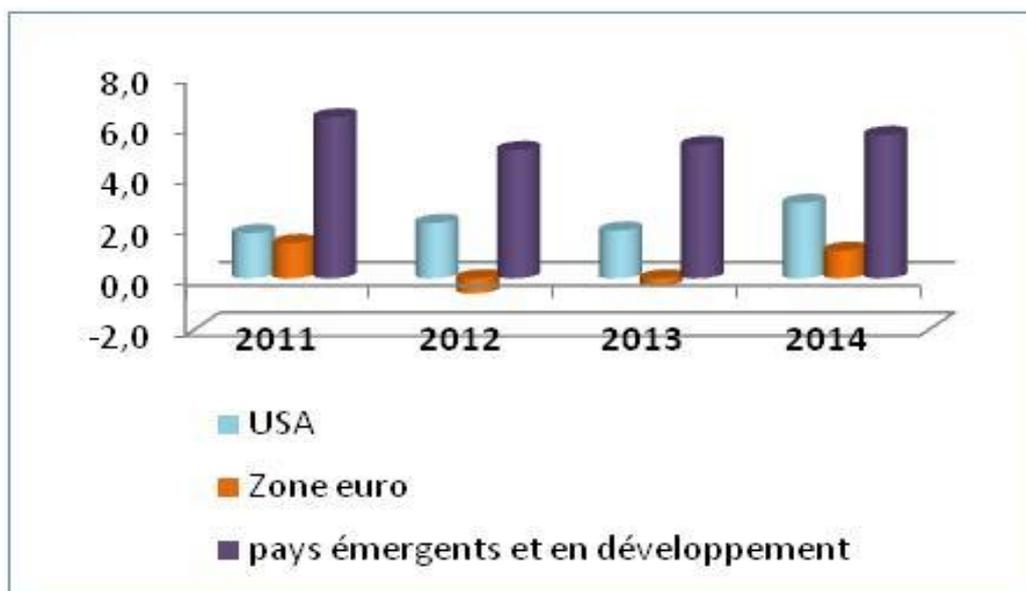
et une monnaie très chère, le gouvernement du Japon a annoncé une nouvelle politique économique qui repose sur un objectif d'inflation positive et des réformes structurelles. Ces mesures devraient contribuer à mettre fin à une longue période marquée par la déflation et une croissance faible. Ainsi, la mise en œuvre d'une politique d'assouplissement monétaire permettrait d'atteindre un objectif d'inflation de 2% fixé par la banque du Japon et la croissance économique atteindrait, ainsi, 1,6 % en 2013 et 1,4% en 2014.

### ➤ La zone Euro

L'activité économique de la zone Euro devrait enregistrer une croissance de 1,1% en 2014, après deux années de récession en 2012 et 2013. La reprise serait encore lente, en raison d'une demande intérieure limitée par un certain nombre d'obstacles, notamment une faible progression de la consommation publique et privée et un ralentissement profond de l'investissement, induits par la poursuite de l'ajustement budgétaire et l'incertitude élevée qui pèse sur les perspectives économiques. La demande extérieure devrait être le principal moteur de cette légère reprise économique de la zone. Certes, la situation s'est nettement améliorée sur les marchés financiers et les taux d'intérêt ont baissé dans l'ensemble de l'UE, mais ces tendances d'évolution ne se sont pas encore transmises à l'économie réelle, étant donné que les banques continuent de souffrir de la faiblesse de fonds propres, limitant l'offre de crédit. La zone euro devrait continuer à assainir les bilans des banques, à concrétiser les accords de l'intégration et de la convergence financière, ainsi que la poursuite des réformes structurelles visant à accroître la productivité et l'emploi.

La contraction de l'activité dans la zone euro s'explique, par ailleurs, par des faiblesses non seulement dans les pays de la périphérie, mais aussi dans les pays constituant le noyau central de la zone. La croissance allemande resterait inférieure à 1 % en 2013 et n'atteindrait que 1,5% en 2014, alors qu'en France, l'activité devrait se contracter en 2013, avec un taux de croissance de -0,1%, et reprendre légèrement avec une croissance de 0,9% en 2014, à cause de l'assainissement budgétaire, de mauvais résultats à l'exportation et du manque de confiance des opérateurs socio-économiques dans les perspectives économiques. Ceci montre les difficultés que rencontrent les pays du cœur de la zone pour aider les pays de la périphérie dans leur effort d'ajustement structurel.

## Evolution de la croissance économique mondiale (en %)



### ➤ Les économies émergentes et en développement

Les pays émergents et les pays en développement ont enregistré un ralentissement sensible de l'activité en 2012, du fait de la forte décélération de la demande des principaux pays avancés, d'un durcissement des politiques économiques nationales et de la fin de l'expansion de l'investissement dans quelques-uns des principaux pays émergents. Toutefois, étant donné la consolidation de la demande de biens de consommation et le redressement progressif des exportations, la plupart des pays émergents enregistrent aujourd'hui une croissance économique plus élevée. La reprise devrait de nouveau s'accélérer dans les pays émergents d'Europe, alors que les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord resteraient confrontés aux effets des transitions politiques en cours.

En effet, la croissance économique devrait s'accélérer légèrement en Chine, pour atteindre environ 8 % en 2013 et 8,2% en 2014, grâce à la vigueur persistante de la demande intérieure, aussi bien de consommation que d'investissement, et au redressement de la demande extérieure. L'Inde connaîtrait, également, une croissance en augmentation, de 5,7 % en 2013 et de 6,2% en 2014, sous l'effet d'une amélioration de la demande extérieure et des mesures récemment mises en œuvre pour stimuler la croissance. De sérieux problèmes structurels réduiraient probablement, toutefois, la production potentielle à moyen terme des pays émergents de l'Asie et maintiendraient



également l'inflation à des niveaux élevés.

La croissance économique resterait forte dans les pays membres du groupe ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines et Vietnam), de l'ordre de 5,5% en 2014, grâce à la vigueur de la demande intérieure. En Amérique latine, la croissance devrait s'accélérer, en passant de 3,4% en 2013 à 3,9% en 2014. L'activité connaîtrait un redressement au Brésil, grâce aux fortes baisses du taux directeur au cours de l'année écoulée, ainsi qu'aux mesures visant à accroître l'investissement Privé.

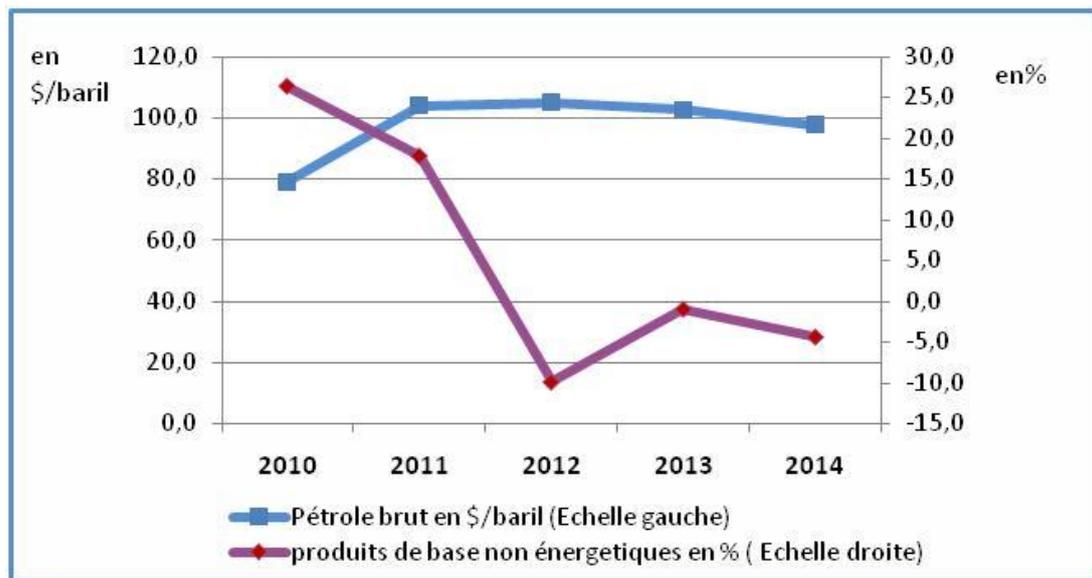
L'activité économique en Afrique subsaharienne devrait rester vigoureuse. Les pays riches en ressources et les pays à plus faible revenu profiteront d'une demande intérieure vigoureuse. La production de pétrole s'orienterait vers la baisse dans les pays exportateurs de la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, ce qui devrait entraîner un ralentissement temporaire de leur croissance économique. Tandis que les transitions politiques en cours et une conjoncture extérieure difficile empêcheraient un redressement plus rapide dans certains pays importateurs de pétrole. Le taux de croissance dans cette zone atteindrait 3,1% en 2013 et 3,7% en 2014.

## **1.2. L'évolution des prix des matières premières**

La reprise modérée de l'économie mondiale en 2014 n'aurait pas d'effet sur les prix des matières premières qui continueraient leur tendance à la baisse. Le cours moyen du pétrole devrait connaître une nouvelle baisse, passant de 102,6 \$/baril en 2013 à 97,6 \$ en 2014, suite au redressement de l'offre de pétrole après les interruptions de l'an dernier et d'une croissance vigoureuse de la production dans les pays non membres de l'OPEP, notamment les États-Unis d'Amérique qui continueraient dans leur programme de réduction de leurs importations en pétrole brut.

Parallèlement, l'indice moyen des cours des produits de base non énergétique devrait enregistrer une nouvelle baisse de 4,3% en 2014, après celle de 0,9% en 2013, sous l'effet d'une amélioration de l'offre et d'un recul de la demande mondiale.

## Orientation à la baisse des prix des matières premières



Cependant, l'évolution des cours des matières premières serait tributaire d'un ensemble d'aléas. En ce qui concerne l'offre, un retour des problèmes qui ont pénalisé les marchés des métaux et de l'énergie au cours de la précédente décennie (événements géostratégiques, retards dans les projets, pénuries d'équipements et de mains-d'œuvre qualifiées) pourraient de nouveau provoquer des déficits d'offre et, par conséquent, une hausse des cours. Une demande chinoise beaucoup plus forte, à des fins à la fois de consommation et de restockage, constituerait un risque supplémentaire.

Les tensions géopolitiques dans les régions productrices de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique, d'autres interruptions de l'offre dans les pays non membres de l'OPEP et un choc d'offre majeur sont également des sujets de préoccupation.

Globalement, l'évolution des prix reste maîtrisée. L'inflation serait de 1,7% en 2013 et de 2% en 2014 dans les pays avancés et atteindrait 5,9% et 5,6% respectivement dans les pays émergents et en développement.



## 2- La situation économique nationale en 2013

L'économie nationale, bénéficiant d'une progression importante de la valeur ajoutée agricole en 2013, devrait enregistrer une croissance de 4,6% au lieu de 2,7% en 2012. Toutefois, la situation économique serait marquée par des signes de faiblesse, notamment le resserrement des crédits à l'économie, et la persistance des difficultés liées à la maîtrise du déficit budgétaire.

### 2.1. La croissance économique

#### 2.1.1. *Les activités non agricoles*

Les activités non agricoles devraient afficher un net ralentissement, suite au fléchissement de la croissance du secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics (BTP)) qui se situerait à 1,8% au lieu de 1,3% en 2012, et à la modération de la hausse du secteur tertiaire, se situant à 3,8% au lieu de 5,9% en 2012.

##### ➤ Les activités du secteur secondaire

Le **secteur minier** continuerait dans sa tendance baissière entamée en 2012, sous l'effet de la baisse de la production des phosphates impactée par la décélération de la demande internationale et le ralentissement des ventes destinées aux industries locales de transformation.

Le chiffre d'affaire à l'export de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) a atteint 16,5 milliards de DH à fin mai 2013, soit une baisse de 14,1% par rapport à la même période de l'année écoulée. Cette évolution est attribuable également aux fluctuations des cours des phosphates au niveau mondial qui ont marqué une baisse, après l'évolution ascendante observée depuis le début de 2010. Par ailleurs, la production des autres minerais, notamment le zinc et le cuivre, aurait été, à l'inverse, relativement consolidée. Pour l'ensemble de l'année 2013, la valeur ajoutée du secteur minier s'accroîtrait de 1%.

De son côté, **le secteur de l'énergie** devrait connaître un ralentissement, en raison du rythme modéré de la demande en produits énergétiques. La consommation en électricité a connu une hausse de 4% à fin avril 2013, suite à la demande émanant aussi bien des ménages que des entreprises. L'énergie électrique nette appelée a enregistré une hausse 1,4%, liée essentiellement à la



hausse de la production nette totale de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau de 13,7%. Il est noté, à cet égard, une amélioration importante du volume de la production de l'électricité d'origine hydraulique de près de 200%.

L'activité du raffinage a été marquée, pour sa part, par une baisse durant les quatre premiers mois de l'année 2013. Le volume des entrées de la raffinerie a atteint environ 2 millions de tonnes, en baisse de 17,2%. Cette évolution a été tirée par le repli des entrées de pétrole brut de 16,8%, en ligne avec la baisse de 15,7% du volume importé d'huile brute de pétrole, au cours de la même période. Globalement, la valeur ajoutée du secteur de l'énergie connaîtrait une hausse de 5,2 % au lieu de 6,1% en 2012.

**Le secteur du BTP** poursuit sa tendance au ralentissement, avec un rythme d'accroissement de 1,5% en 2013, après 2,1% enregistré en 2012 et 4,2% en 2011. Cette tendance s'explique par le recul de l'investissement public et le ralentissement de l'activité du bâtiment, affectée par le resserrement des conditions de financement. Les indicateurs de ce secteur montrent que la consommation du ciment a connu un recul de 14,5% à fin mai 2013 en raison, notamment, des conditions climatiques qui ont ralenti les chantiers de construction au début de l'année. Les crédits à l'immobilier, en revanche, ont progressé de 7,3% à fin avril, dégageant une hausse des crédits à l'habitat de 9,7%, et de 1,9% seulement pour les crédits à la promotion immobilière.

**Les industries de transformation**, quant à elles, devraient progresser en 2013 au même rythme modeste de 2012, de l'ordre de 1,5%, en raison du ralentissement de la demande intérieure en matériaux de construction et de la demande européenne pour certains produits industriels, en particulier, de la chimique et parachimie. Néanmoins, la poursuite du dynamisme de l'industrie métallurgique, mécanique et électronique et de l'industrie agroalimentaire, conjuguée à une résilience des industries de textile devraient, globalement, atténuer le ralentissement des industries de transformation, affectées par la conjoncture internationale fort contraignante.



### ➤ L'évolution des principales activités du secteur tertiaire

Les activités du secteur tertiaire auraient dégagé au cours de cette année une valeur ajoutée en ralentissement, avec un rythme d'accroissement de 3,8% au lieu de 5,9% en 2012. Cette tendance s'explique par le recul du rythme de la croissance des services aussi bien marchands que non marchands.

Ainsi, **les activités touristiques** auraient été marquées par une évolution globalement favorable au début de l'année 2013. **Le nombre des arrivées** touristiques a atteint 2,6 millions de touristes à fin avril, en amélioration de 2%, après un recul de 4% un an auparavant. Cette hausse a été tirée, principalement, par les arrivées des touristes étrangers en accroissement de 3%, après un recul de 7% enregistré durant la même période de 2012. Néanmoins, les arrivées des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) ont connu une quasi-stagnation. **Les nuitées** réalisées dans les établissements classés se sont élevées à 5,7 millions de nuitées, affichant une progression de 9% à fin avril, après une baisse de 8% un an auparavant, et les nuitées réalisées par les non-résidents ont progressé de 10%. **Les recettes touristiques globales** se sont accrues de 3,1% à fin mai 2013, totalisant 21,2 milliards de dirhams.

**Le secteur de transport**, de son côté, connaîtrait une évolution positive durant l'année 2013. Le transport aérien s'est favorablement comporté durant les quatre premiers mois, comme en témoigne la hausse de 3,6% du nombre de passagers ayant transité par les aéroports nationaux, après une baisse de 7,4% durant la même période de 2012. Le trafic du fret a également enregistré une hausse de 6,2% par rapport à la même période de 2012. Du côté de l'activité portuaire, le volume global, y compris le transbordement, au port de Tanger Med s'est chiffré à 32,6 millions de tonnes à fin avril, soit une hausse de 10,1% par rapport à 2012. Au niveau national, le volume de l'activité du trafic ayant transité par les ports nationaux a augmenté de 0,8% seulement, en liaison avec la baisse des échanges extérieurs.

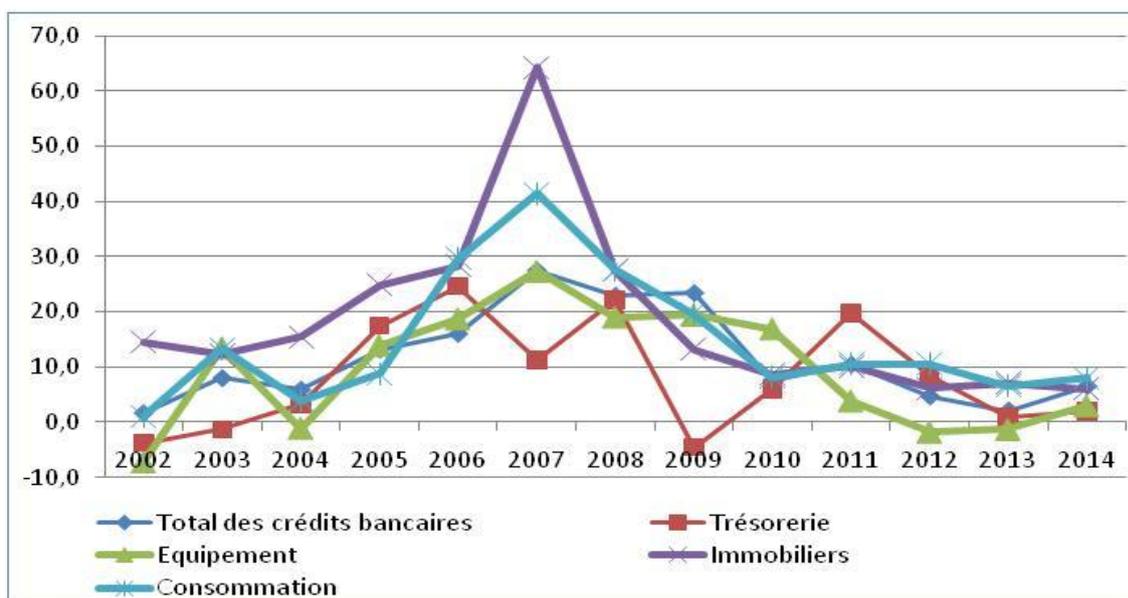
**Le secteur des télécommunications** continue, pour sa part, d'enregistrer de bonnes performances, comme en témoignent les résultats enregistrés par la téléphonie mobile et l'internet durant le premier trimestre 2013, alors que la téléphonie fixe a poursuivi sa tendance baissière. Le parc global de la téléphonie mobile s'est chiffré à 39,5 millions d'abonnés, enregistrant une hausse de 9,1%. Celui de l'internet poursuit sa croissance consolidée en totalisant 4,1 millions

d'abonnés, avec un accroissement de 17,9%, suite au dynamisme du parc 3G, affichant une hausse de 17,8%. Par ailleurs, la bonne tenue des deux premiers parcs aurait compensé, largement, le recul du nombre d'abonnés à la téléphonie fixe de 11,3%, se situant à 3,1 millions d'abonnés, en raison de la forte concurrence de la téléphonie mobile.

Au plan **des services non marchands** (services fournis par les administrations publiques), ceux-ci devraient enregistrer un ralentissement de leur rythme de croissance estimé à 3,4% en 2013 au lieu de 6,7% en 2012, sous l'effet d'une légère hausse de la masse salariale d'environ 2% au lieu de 8,2% en 2012 et d'un accroissement de 10,5% des autres dépenses en biens et services au lieu de 19,2% en 2012.

Globalement, le recul de la demande mondiale et le durcissement des conditions de financement de l'économie nationale auraient induit ce léger ralentissement des activités non agricoles.

### Ralentissement des crédits à l'économie (en %)



### 2.1.2. Le secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire devrait s'accroître au rythme de 14,7% en 2013, après avoir connu une baisse de 7,2% en 2012. La production céréalière est estimée à 97 millions de quintaux durant la campagne agricole 2012-2013 au lieu de 51 millions une année auparavant. Les autres composantes du secteur primaire, notamment l'élevage et les autres cultures



se sont, également, améliorées, profitant des précipitations régulières durant cette campagne. Le cumul pluviométrique s'est élevé à 375 mm à fin avril 2013, en accroissement de 71% et le taux de remplissage des barrages a atteint 92%, après avoir été de 66% à la même date de l'année 2012. L'activité de l'élevage devrait continuer son amélioration sous l'effet conjugué de l'amélioration des fourrages et d'un apaisement relatif des prix des aliments de bétail.

Le secteur primaire devrait bénéficier, également, de la poursuite du dynamisme de la pêche côtière et artisanale. Le volume de poissons débarqué a enregistré une hausse de 21,5% à fin avril 2013. Le volume des débarquements de la sardine a progressé de 30,7%, du maquereau de 98,4% et de poulpe de 166% et leur valeur a augmenté de 14,9%. De même, la valeur des exportations des produits de la mer s'est bien tenue, en liaison avec la hausse des exportations des crustacés, mollusques et coquillages de 13,3% et de celles des préparations et conserves de poissons et crustacés de 8,3% et de la farine et poudre de poisson de 61,4%.

## 2.2. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut

**La demande intérieure** serait en amélioration en 2013, malgré le ralentissement marquant la consommation finale des administrations publiques et la formation brute de capital fixe (FBCF).

Le dynamisme de **la demande intérieure** proviendrait de l'évolution de la consommation des ménages qui devrait bénéficier de l'amélioration des revenus du secteur agricole, de la relative maîtrise de l'inflation et de la progression des crédits à la consommation. La consommation des ménages, avec une hausse de 6% en volume, devrait contribuer pour 3,6 points à la croissance du PIB au lieu de 2,1 points l'année précédente. La consommation finale des administrations publiques, quant à elle, devrait connaître un ralentissement, avec un taux d'accroissement de 3% au lieu de 7,9% en 2012. Sa contribution à la croissance serait de 0,6 point au lieu de 1,4 point en 2012. La FBCF serait également en ralentissement en 2013, suite à la réduction des dépenses budgétaires d'investissement de 15 milliards de dirhams. La croissance de la FBCF ne serait que de 0,5% en volume au lieu de 2,5% en 2012 et sa contribution à la croissance ne dépasserait pas 0,2 point au lieu de 0,8



point en 2012. Globalement, la demande intérieure contribuerait pour 5,8 points à la croissance du PIB en 2013.

**La demande extérieure nette en biens et services** (écart entre les exportations et les importations), quant à elle, enregistrerait une contribution négative à la croissance de (-1,2) point en 2013, après avoir affiché une contribution nulle en 2012. Les exportations de biens et services devraient enregistrer une légère hausse de 1,3% en volume, alors que les importations devraient s'accroître de 3,1%.

### 2.3. Allègement conjoncturel des déséquilibres interne et externe

L'évolution des indicateurs du commerce extérieur, font ressortir un allègement du déficit de la balance des biens et services en 2013, suite au ralentissement de la croissance à la fois des importations et des exportations. Ainsi, les exportations de biens et services connaîtraient une baisse de leur croissance en valeur, passant de 4,9% en 2012 à 3%, au moment où le rythme des importations devrait baisser de 6,8% en 2012 à 1,8%.

Concernant les exportations, les ventes des phosphates et dérivées ont connu, à fin mars 2013, une baisse de 19,5% et les exportations des produits hors phosphates ont affiché un repli de 1%. De même, les ventes du secteur du textile et cuir sont en stagnation, alors que les ventes du secteur de l'automobile ont progressé de 11,3%, en raison de l'augmentation des exportations des voitures de tourisme de 72,3%.

Le ralentissement des importations, quant à lui, est attribuable essentiellement à la baisse des achats des produits énergétiques de 12,6% à fin mars 2013 et des produits hors énergie de 2,4%, sous l'effet de la baisse des importations des produits alimentaires. Toutefois, les acquisitions de biens d'équipement ont augmenté de 8% et celles de demi-produits de 3,6%.

S'agissant des recettes touristiques, elles ont connu une hausse de 3,1% à fin mai 2013. De même, les transferts des MRE se sont stabilisés à 22,4 milliards de dirhams, alors que les recettes des IDE ont augmenté de 47,1% durant la dite période.

Pour l'ensemble de l'année 2013, la balance des échanges extérieurs de biens et services, en terme nominal, dégagerait un allègement de son déficit en



ressources, passant de 15,3% du PIB en 2012 et à 14,3% en 2013. Néanmoins, ce déséquilibre structurel impacte négativement les capacités de financement de l'économie nationale. En effet, le taux d'épargne nationale (épargne intérieure et les revenus nets en provenance du reste du Monde) atteindrait 26,2% du PIB au lieu de 25,3% en 2012, alors que l'investissement brut (FBCF et variation des stocks) serait de 33 % du PIB au lieu de 35,3% en 2012. Ainsi, le besoin de financement de l'économie, devrait continuer, malgré son allègement, d'enregistrer des niveaux élevés pour atteindre 6,8% du PIB au lieu de 10% en 2012.

Dans ce contexte, le stock des réserves en devises poursuivrait sa tendance à la baisse et devrait couvrir 3,7 mois d'importations des biens et services en 2013 au lieu de 4 mois en 2012. Les tensions sur la liquidité continueraient, ainsi, de marquer le secteur bancaire, exigeant la poursuite des interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire.



### 3- Les perspectives de l'économie nationale en 2014

Le budget économique exploratoire présente un scénario moyen de croissance pour l'économie nationale en 2014, sur la base d'un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution de l'environnement international et à la situation économique intérieure.

#### 3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Elles portent, notamment, sur la campagne agricole, les finances publiques et l'environnement international :

- **La campagne agricole 2013-2014:** l'hypothèse retenue suppose une production céréalière de 70 millions de quintaux, conjuguée à la consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage. Toutefois, le secteur primaire continuerait de bénéficier des bonnes conditions d'irrigation, en raison du taux de remplissage des barrages élevé, et également des effets positifs des projets du plan « Maroc vert » et des mesures et programmes pris dans le cadre des stratégies de développement du secteur de la pêche;
- **Les finances publiques :** L'hypothèse retenue suppose la reconduction en 2014 de la politique budgétaire de 2013, notamment en matière de politique fiscale, d'investissement public et de soutien des prix à la consommation. Les dépenses budgétaires destinées aux subventions des prix sont supposées se maintenir au niveau de 40 milliards de dirhams.
- **Les facteurs extérieurs :** Les principales hypothèses retenues supposent une hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 5,7% au lieu de 1,6% en 2013, et une tendance baissière des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Le cours moyen du pétrole passerait de 102,6\$ en 2013 à 97,6\$/baril en 2014 et les prix des matières premières non énergétiques baisseraient de 4,3%. De son côté, la parité de la monnaie européenne, l'euro, par rapport au dollar serait maintenue à 1,31 en 2013 et 2014 au lieu de 1,27 en 2012. Pour les autres indicateurs des échanges extérieurs, les hypothèses retenues supposent une hausse de 1% des transferts des marocains résidant à l'étrangers, de 4% des recettes touristiques et de 10% des investissements directs étrangers (IDE).



## 3.2. La croissance économique

Le produit intérieur brut s'accroîtrait, sur la base de ces hypothèses, de 2,5% au lieu de 4,6% en 2013. Ce ralentissement est attribuable à la baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire de 3,8%, et à un accroissement modéré des activités non agricoles de 3,5% en 2014 après 3,1% en 2013.

### 3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

#### ➤ Le secteur secondaire

L'amélioration de la croissance des activités non agricoles s'explique par la reprise prévue des activités du secteur secondaire dont la valeur ajoutée serait en progression de 2,6% en 2014 au lieu de 1,8% estimé pour 2013. Ceci s'explique par la relance prévisible de la valeur ajoutée du secteur minier et de celle des industries de transformation, notamment avec l'amélioration attendue de la demande mondiale adressée au Maroc.

**Le secteur minier** devrait connaître une reprise en 2014 après le ralentissement de 2013, profitant de la nouvelle stratégie de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) qui s'articule autour de trois axes : Le **premier** concerne le lancement d'un programme d'envergure portant sur des projets miniers (nouvelles mines et laveries), de la chimie (acide phosphorique et engrais), de Jorf Phosphate Hub et des infrastructures (pipelines, installations portuaires, etc.) dont l'enveloppe budgétaire est de l'ordre de 115 milliards de DH à l'horizon 2020. Le deuxième axe vise la réduction des coûts de production de l'OCP de 30 à 40% en agissant, notamment, sur les coûts de transport par la construction du pipeline pour le transport du phosphate brut et sur l'économie d'eau à travers le traitement des eaux usées et le dessalement de l'eau de mer. Le troisième axe concerne la stratégie de diversification des marchés de l'OCP, pour renforcer sa position au niveau des pays émergents et à se repositionner sur des marchés à fort potentiel, notamment en Afrique.

De leur côté, les **activités des industries de transformation** devraient connaître une progression de leur rythme de croissance passant de 1,5% en 2013 à 1,9% en 2014. Ce résultat serait attribuable à la reprise de certaines activités exportatrices, suite à la relance de la demande mondiale en 2014 et à l'augmentation de la capacité de production et à l'implantation de nouvelles sociétés au Maroc, notamment dans le secteur de l'aéronautique, de la



transformation des phosphates et de l'industrie automobile, dont l'Etat a signé 8 contrats en vue de l'installation des équipementiers à Kenitra.

**Le secteur de l'énergie**, pour sa part, devrait améliorer son rythme de croissance en 2014, bénéficiant de la consolidation de la demande intérieure et de la tendance baissière des prix du pétrole. La production d'électricité dans toutes ces composantes, notamment d'origine thermique, éolienne et solaire, continuerait de contribuer largement à la valeur ajoutée de ce secteur. De même, l'activité de raffinage du pétrole devrait reprendre son dynamisme en 2014, suite à l'augmentation de la demande intérieure, en liaison avec la relance de l'activité économique internationale. Ceci devrait engendrer une hausse des exportations des produits raffinés et accroître, par conséquent, le rythme de croissance de la production énergétique.

**Les activités du bâtiment et travaux publics**, quant à elles, devraient reprendre légèrement, après la décélération du rythme de croissance du secteur en 2013, entraînée par le resserrement des conditions de financement et la coupe budgétaire dans les investissements publics. La progression prévisible des activités du bâtiment et travaux publics en 2014 serait attribuable à l'importance des programmes des opérateurs publics et privés dans l'habitat social, et dans la poursuite de réalisation des grands chantiers d'infrastructures et d'aménagement urbain. En effet, un ensemble de mesures ont été prises par les pouvoirs publics pour relancer les activités du secteur. Il s'agit, notamment, de l'adoption de nouvelles dispositions incitatives en faveur de l'habitat destiné aux classes moyennes et du programme de mise à niveau des villes et de réhabilitation des tissus anciens durant la période 2013-2014. S'agissant des **travaux publics**, le caractère pluriannuel des grands projets d'infrastructures et le lancement de nouveaux projets, en particulier, les projets des routes et autoroutes, l'extension des aéroports, ainsi que les grands projets d'aménagement urbain, sont autant de facteurs qui favoriseraient la pérennisation du dynamisme de l'investissement public en 2014.

### ➤ **Le secteur tertiaire**

Les activités du secteur tertiaire (services marchands et non marchands) devraient connaître un accroissement de leur rythme de croissance, de l'ordre de 4,1% après 3,8% en 2013, attribuable notamment à la progression prévue



de la valeur ajoutée des services marchands de 4,3% au lieu de 3,9% l'année en cours. Les services non marchands devraient afficher une baisse de leur rythme de croissance, passant de 3,4% en 2013 à 3,1% en 2014.

C'est ainsi que l'**activité touristique** pourrait renouer avec la croissance suite à la reprise économique mondiale attendue et à un ensemble de mesures de promotion que l'Etat compte engager en faveur de ce secteur. L'activité des opérateurs touristiques s'est traduite par la finalisation de plusieurs projets à Bouznika, Casablanca et Marrakech pour un montant global de 14 milliards de dirhams. Ces programmes de grande envergure permettraient d'ici 2015 la création de 5500 emplois directs et 12500 lits supplémentaires.

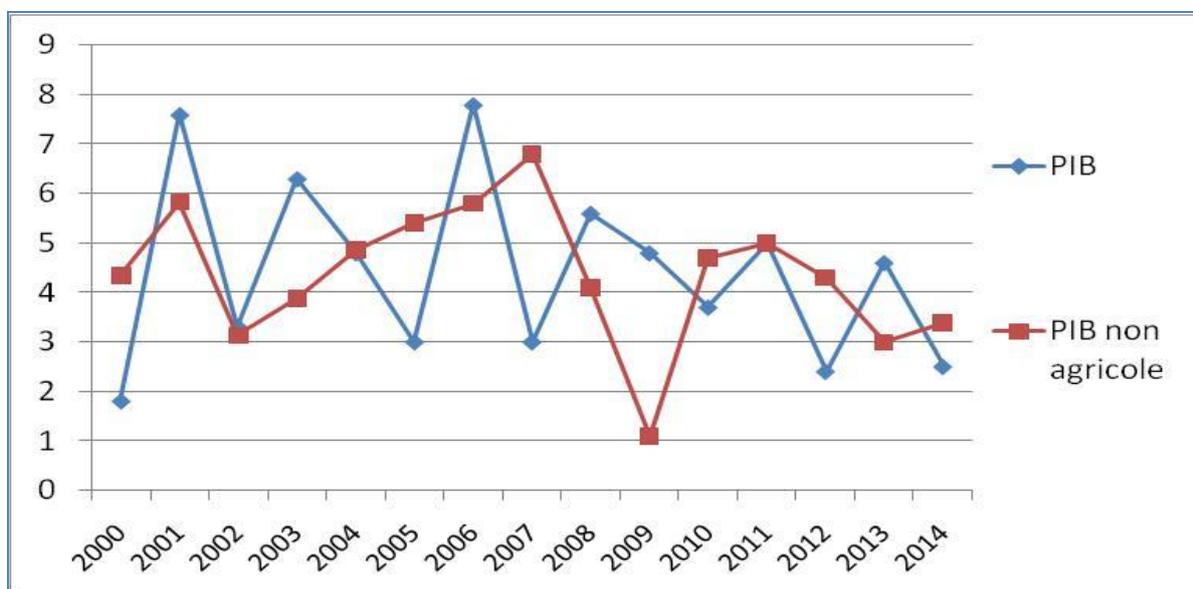
L'activité du secteur **de transport**, quant à elle, serait renforcée par de nombreux programmes dans le domaine des transports et de la logistique. L'Etat devrait investir 160 milliards de dirhams, entre 2012 et 2016, pour le renforcement des ports marocains et 200 milliards de dirhams pour le transport ferroviaire. L'extension des plateformes, la construction de nouveaux aéroports et l'augmentation de la capacité des aéroports de Casablanca et de Marrakech font partie du schéma aéroportuaire en cours de préparation pour l'horizon 2030.

S'agissant du secteur de **télécommunications**, il devrait continuer sa tendance haussière, en bénéficiant du lancement du chantier de la préparation des lignes directrices pour le développement du service universel des télécommunications pour la période 2014-2018. Ce projet permettrait de renforcer le positionnement du Maroc dans le domaine des nouvelles technologies, à travers le développement des infrastructures pour l'accès à l'internet haut et très haut débit, s'articulant sur le déploiement des technologies mobiles de 4<sup>e</sup> génération au début de l'année 2014. Ce projet prévoit aussi la mise en place des réseaux « Wifi en Outdoor » et la fixation des modalités de raccordement des nouvelles constructions et zones d'activités aux infrastructures de télécommunication en fibre optique.

Globalement, l'année 2014 connaîtrait une confirmation des tendances à la hausse des principales activités des services marchands, notamment le commerce, le transport, les télécommunications, et les services financiers. Quant aux services non marchands, qui ont bien soutenu la croissance économique en 2012, ils continueraient de progresser à un rythme modéré,

sous l'effet de rationalisation des dépenses publiques de fonctionnement, après les fortes hausses de 2011 et 2012.

### Ralentiement des activités non agricoles (en %)



### 3.2.2. Le secteur primaire

Le secteur primaire devrait connaître une baisse de sa valeur ajoutée de 3,8%, sur la base du scénario moyen d'une production agricole à 70 millions de quintaux durant la campagne 2013-2014, en baisse de 38,6% par rapport à 97 millions de quintaux enregistré en 2013. Il continuerait, toutefois, de bénéficier de l'amélioration de la production des autres cultures et de l'élevage, suite au dynamisme engendré par les projets et programmes du Plan « Maroc vert ». Le 1er bilan de ce plan fait état d'une progression de la superficie cultivée de 750 mille hectares depuis son lancement en 2008, d'une amélioration du rendement des principales filières de production, et d'une relance des investissements qui ont pu atteindre 53 milliards de dirhams durant les cinq dernières années. Par ailleurs, le secteur des pêches maritimes devrait poursuivre sa tendance haussière enclenchée en 2012 et devrait contribuer positivement à la croissance du secteur primaire, eu égard à l'importance des programmes de modernisation de la pêche côtière et artisanale mis en œuvre dans les stratégies Ibhar et Halieutis.



### 3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

La **demande intérieure** continuerait de soutenir la croissance économique nationale, mais avec une contribution, toutefois, moins élevée qu'en 2013. Quant à la demande extérieure, sa contribution à la croissance du PIB devrait rester négative en 2014, en dépit d'une amélioration de l'environnement international.

#### ➤ La consommation finale nationale

La consommation des ménages s'accroîtrait de 2,5% en volume après avoir réalisé une progression de 6% en 2013. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 1,5 point au lieu de 3,6 points en 2013. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait de 3,2%, avec une contribution à la croissance de 0,6 point. La consommation finale nationale devrait, ainsi, enregistrer une hausse de 2,7% en volume. Sa contribution à la croissance devrait baisser de 4,2 points en 2013 à 2,1 points.

#### ➤ L'investissement brut

L'investissement brut (FBCF et variation des stocks) s'accroîtrait d'environ 3,1% en volume et sa contribution à la croissance serait de 1 point contre 1,7 point en 2013. Il serait affecté par la tendance baissière de l'épargne nationale.

La FBCF devrait s'accroître de 1,4% et sa contribution à la croissance devrait rester aux environs de 0,4 point, alors que la variation des stocks, poursuivrait sa contribution positive à la croissance de 0,6 point après 1,5 point en 2013. Au total, la demande intérieure devrait s'accroître de 2,8% en volume, au lieu de 5% en 2013. Sa contribution à la croissance serait de 3,2 points, au lieu de 5,8 points.

#### ➤ Les échanges extérieurs

Les exportations de biens et services devraient bénéficier de l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc pour enregistrer une augmentation de 2,6% en volume au lieu de 1,3% en 2013.

De leurs côté, les importations devraient enregistrer une progression maîtrisée à 3,3% au lieu de 3,1% en 2013, attribuable au ralentissement de la

demande intérieure et aux efforts de rationalisation des besoins du pays en produits importés afin de réduire le déficit des finances extérieures, se situant à des niveaux insoutenables.

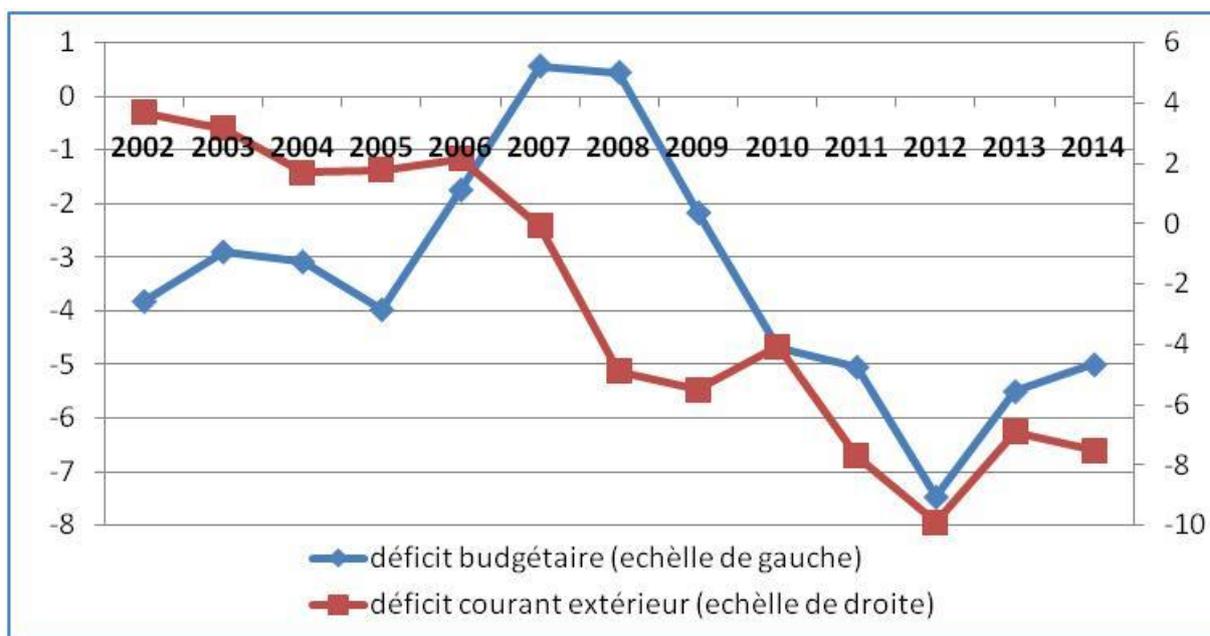
La demande extérieure devrait, ainsi, continuer d'afficher une contribution négative à la croissance du PIB, de l'ordre de (-0,7) point, dans le cadre de ce scénario qui n'intègre pas les réformes prévisibles que pourraient être mises en œuvre en 2014.

### 3.4. Le revenu national et le compte épargne - investissement

**Le revenu national brut disponible**, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une hausse de l'ordre de 3,6% en 2014 après celle de 7,9 % en 2013. Ceci s'explique par une croissance du PIB nominal de 4,2% et d'une baisse des revenus nets extérieurs de 6,1% par rapport à 2013. Compte tenu d'une augmentation de la consommation finale nationale prévue à 5,8% aux prix courants, **le taux d'épargne intérieur** devrait poursuivre sa décélération, passant de 19,7% du PIB en 2013 à 18,4% en 2014.

**L'épargne nationale** devrait, par conséquent, baisser de 26,2% du PIB en 2013 à 24,3%. Le taux d'investissement brut étant prévu à 31,7% du PIB, le compte épargne-investissement, dégagerait à nouveau un déficit de 7,4% du PIB, après avoir été de 6,8% du PIB en 2013.

Evolution des déséquilibres macroéconomiques (En % du PIB)





Le besoin de financement serait couvert, notamment par les investissements directs étrangers et les emprunts mobilisés sur le marché international. Dans ce scénario, les avoirs extérieurs nets devraient représenter 3 mois d'importations en biens et services à fin 2014 au lieu de 3,7 mois en 2013. La poursuite de la baisse des avoirs extérieurs nets, représentant une contrepartie de la masse monétaire, devrait accentuer les tensions sur la liquidité et perdurer le durcissement des conditions de financement de l'économie.

## 4. Conclusions

S'inscrivant dans une volonté nationale de promouvoir un modèle de développement où une croissance économique forte s'accompagne d'une lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité et d'une amélioration des conditions de vie de la population, le Maroc s'est engagé dans une politique volontariste d'investissement public et de soutien budgétaire et monétaire à la consommation des ménages. Il peut se prévaloir, avantageusement, de la comparaison des performances qu'il a réalisées, dans ce cadre, avec les pays émergents, parmi ceux qui sont dotés de dimensions territoriale et démographique et de ressources naturelles plus favorables.

Cependant, si le niveau élevé des transferts courants avait permis de soutenir le financement de ce modèle de croissance tiré par la demande intérieure dans le cadre d'une ouverture accélérée de l'économie nationale sur la compétition internationale, les effets de la crise mondiale sur les principaux partenaires de notre pays, n'ont pas tardé, depuis 2008, à aggraver son déficit interne et externe.

La perdurance prévisible de ces effets devrait continuer à exercer une pression sur ses réserves en devises, sous contrainte d'un régime de change fixe, et réduire son potentiel de croissance économique en limitant l'accès au financement interne de ses entreprises.

Une nouvelle génération des réformes structurelles pour améliorer, dans la durée, l'épargne intérieure et la compétitivité de l'économie, s'avère d'une impérieuse obligation nationale. Dans ce cadre, tout le monde s'accorde sur l'urgence qui s'attache à la réforme du système budgétaire de subvention et de



régimes de retraites, aujourd'hui, menacés d'insolvabilité. De son côté, le HCP n'a cessé d'attirer l'attention sur la nécessité d'accompagner de telles réformes par une politique fiscale visant à décourager les secteurs des produits non échangeables au profit d'une incitation de capital privé à prendre une plus grande part dans l'investissement national, en particulier, dans les secteurs des produits échangeables. Allant de paire avec une amélioration du rendement de l'investissement public et d'une politique monétaire plus soucieuse de croissance économique que d'inflation, de telles réformes auraient l'avantage d'inscrire les efforts requis de l'ensemble de la collectivité nationale pour leur mise en œuvre dans une perspective d'une plus grande croissance potentielle et d'un progrès social durable.

Ce sont là quelques conclusions de l'étude intitulée : « **les dimensions d'une nouvelle politique économique dans le contexte actuel des déséquilibres macroéconomiques** », que le HCP a réalisée et dont les résultats ont été exposés lors de la rencontre organisée le 17 avril 2013 à Rabat.

Cette étude n'a pas manqué de préconiser une nouvelle politique économique prenant en compte quelques dimensions dont en particulier la distinction de la mise en œuvre des réformes nécessaires entre les mesures à court terme et celles de moyen terme en hiérarchisant, selon un dosage judicieux, l'objectif de réduction des déséquilibres interne et externe, à moyen terme, et l'objectif d'une forte croissance économique à court terme. La nécessaire cohérence entre les politiques macroéconomiques et les programmes sectoriels compte tenu de la rigidité des facteurs de production, à l'origine, aujourd'hui, de la faible transmission des mesures macroéconomiques aux structures de l'économie réelle. La prise en compte dans la nouvelle politique économique de l'objectif de la transformation du tissu productif, de la modification des prix intérieurs et de la dynamisation de marché de l'emploi dans le cadre d'un souci permanent d'une répartition équitable des coûts et des fruits de ces politiques.

L'appel lancé, à cette occasion, par le HCP à un débat national sur les résultats de cette étude et la disposition de cette institution à accompagner techniquement l'évaluation de toutes propositions ou scénarii émanant de ce débat, est encore reformulé dans les mêmes termes et avec les mêmes intentions vertueuses.



# **ANNEXES STATISTIQUES**

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale  
selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2011	2012	2013*	2014**
<b>-Monde.....</b>	<b>4,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>	<b>4,0</b>
<b>-Economies avancées.....</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>
-USA.....	1,8	2,2	1,9	3,0
-Zone Euro.....	1,4	-0,6	-0,3	1,1
-Japon.....	-0,6	2,0	1,6	1,4
<b>- Pays en développement.....</b>	<b>6,4</b>	<b>5,1</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>
-Asie .....	8,1	6,6	7,1	7,3
dont la Chine.....	9,3	7,8	8,0	8,2
-Afrique subsaharienne.....	5,3	4,8	5,6	6,1
-Moyen-Orient et Afrique Nord...	3,9	4,7	3,1	3,7
-Amérique latine.....	4,6	3,0	3,4	3,9

Source : Perspectives économiques du FMI, avril 2013

NB : (\*) Estimation, (\*\*) Prévisions

### Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2011	2012	2013*	2014**
<b>- Prix à la consommation :</b>				
- Economies avancées.....	2,7	2,0	1,7	2,0
- Pays en développement.....	7,2	5,9	5,9	5,6
<b>- Commerce mondial en volume...</b>	5,9	2,8	3,8	-
<b>Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)- selon le FMI.....</b>	104,0	105,0	102,6	97,6
<b>Parité Euro/dollar.....</b>	1,39	1,27	1,33	1,33

Source : Les perspectives mondiales du FMI, avril 2013, de la Commission Européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale, publiées en mai et juin 2013. (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions



## ECONOMIE NATIONALE

### EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume selon les prix de l'année précédente (En %)

Rubriques	2011	2012	2013*	2014**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire...	5,1	-7,2	14,7	-3,8
• Valeurs ajoutées non agricoles.....	5,3	4,3	3,1	3,6
➤ Secteur Secondaire.....	4,0	1,3	1,8	2,6
➤ Secteur tertiaire.....	6,0	5,9	3,8	4,1
<b>Valeur ajoutée totale.....</b>	<b>5,2</b>	<b>2,5</b>	<b>4,8</b>	<b>2,4</b>
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS).....	2,7	5,2	3,2	3,0
PIB non agricole (VA +ITS).....	5,0	4,3	3,1	3,5
<b>PIB en volume.....</b>	<b>5,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,6</b>	<b>2,5</b>
<b>Variation du prix implicite du PIB.....</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>

(\*) : Estimation pour 2013    (\*\*) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2014.

### Structure du PIB en volume (en % )

Secteurs	2011	2012	2013*	2014**
<b>Primaire</b>	13,8	12,9	14,6	13,5
<b>Secondaire</b>	26,5	27,6	27,3	27,5
<b>Tertiaire</b>	59,7	59,5	58,0	58,9
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(\*) : Estimation et (\*\*) : Prévision établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2013.

## Equilibre PIB Aux prix courants

En Millions de DH

RUBRIQUES	2011	2012	2013*	2014**
- PIB.....	802607	828169	875142	911723
	5,0	3,2	5,7	4,2
- Consommation finale nationale	619270	653617	703034	743562
	8,4	5,5	7,6	5,8
.Ménages (résidents).....	472938	494499	531982	565497
	8,1	4,6	7,6	6,3
.Publique.....	146332	159118	171052	178065
	9,3	8,7	7,5	4,1
- FBCF.....	246394	259680	266172	274157
	5,1	5,4	2,5	3,0
- Variation des stocks.....	42168	32697	22496	14833
- Exportations B&S .....	285530	299646	308596	322572
	12,4	4,9	3,0	4,5
- Importations B&S .....	390755	417471	425155	443402
	18,8	6,8	1,8	4,3

NB : -Variations en % aux prix de l'année précédente. Et ratios en % du PIB courant.

- (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan, juin 2013

## Equilibre du PIB (Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2011	2012	2013*	2014**
<b>PIB.....</b>	5,0	2,7	4,6	2,5
<b>Consommation finale, dont:</b>	6,7	4,6	5,3	2,7
-Ménages résidents.....	7,4	3,6	6,0	2,5
-Administrations publiques...	4,6	7,9	3,0	3,2
<b>FBCF.....</b>	2,5	2,7	0,5	1,4
<b>Exportations de biens et services.....</b>	2,1	2,7	1,3	2,6
<b>Importations de biens et services.....</b>	5,0	2,0	3,1	3,3

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2013.

## CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE (En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2011	2012	2013*	2014**
<b>PIB.....</b>	<b>5,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,6</b>	<b>2,5</b>
<b>Consommation Finale, dont :</b>	<b>5,0</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>2,1</b>
-Ménages Résidents.....	4,2	2,1	3,6	1,5
-Administrations Publiques.....	0,8	1,4	0,6	0,6
<b>FBCF.....</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>
<b>Variation des stocks.....</b>	0,6	-1,7	1,5	0,6
<b>Commerce extérieur de biens et services.....</b>	-1,5	0,0	-1,1	-0,7

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2013.

## REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2011	2012	2013*	2014**
<b>PIB</b> .....	802607	828169	875142	911723
<b>Revenu National Brut Disponible</b>	843224	863548	931992	965133
Variation en %.....	4,8	2,4	7,9	3,6
<b>Consommation finale nationale...</b>	619270	653617	703034	743562
<b>Epargne intérieure (en MDH)</b>	183337	174552	172108	168162
En % du PIB.....	22,8	21,1	19,7	18,4
<b>Epargne nationale (en MDH)</b>	223954	209931	228958	221572
En% du RNBD.....	27,9	25,3	26,2	24,3

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2013.

## COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT (En % du PIB)

Rubriques	2011	2012	2013*	2014**
<b>Investissement brut</b> .....	36,0	35,3	33,0	31,7
<b>Revenus nets en provenance du reste du monde</b> .....	5,1	4,3	6,5	5,9
<b>Epargne nationale</b> .....	27,9	25,3	26,2	24,3
<b>Solde de financement</b> .....	<b>-8,0</b>	<b>-10,0</b>	<b>-6,8</b>	<b>-7,4</b>

(\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2013.



## LES FINANCES EXTERIEURES

(En % du PIB)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013*</b>	<b>2014**</b>
<b>Déficit en ressources.....</b>	-13,8	-15,3	-14,3	-14,2
<b>Solde courant de la balance de paiements.....</b>	-7,7	-9,9	-6,8	-7,4

(\*) : Estimation et (\*\*) : Prévision établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2013.